

Les nouveaux couples :

Introduction :

La notion de couple a été fondée exclusivement, ou presque sur le mariage, constitué d'un homme et une femme.

Dans sa composition, la famille contemporaine prise en considération par le droit est essentiellement **le foyer**, traditionnellement regroupant le père, la mère, et les enfants mineurs vivant sous le même toit, dans le logement famille.

Les fondements traditionnels de la famille ont été mis en cause, à l'époque contemporaine, par l'influence de certaines idées, ainsi la famille contemporaine n'est plus fondée seulement sur le mariage, elle résulte également du concubinage, laquelle explique l'apparition des familles monoparentales et la multiplication recomposées, nouveaux types de famille qui s'ajoutent au modèle traditionnel et que le droit prend en considération.

C'est ainsi que par différentes réformes du droit de la famille, réforme du divorce par la loi du 26 mai 2004, la mise en place du PACS par la loi 15 novembre 1999, la loi portant réforme sur les successions du 23 juin 2006, le droit fiscal a dû prendre en considération ces réformes successives.

D'après l'article de la L15/7/1914 instituant en France l'impôt général sur le revenu »chaque chef de famille est imposable tant en raison de ses revenus personnels, que ceux de sa femme et autres membres de la famille qui habitent avec lui ». Ce texte consacre implicitement dès l'origine l'imposition unique par foyer fiscal en ce qui concerne l'IR.

Traditionnellement en droit fiscal, en ce qui concerne le calcul de l'impôt sur le revenu, la règle c'est l'imposition **par foyer**. Du fait de « l'égalité fiscale », les époux sont imposables ensemble. L'avis d'imposition est libellé au nom de M. ou MME. Les époux devant signer conjointement la déclaration des revenus. Toutefois si l'un des époux signe seul la déclaration elle sera considérée comme valable et opposable à l'administration des impôts. Enfin quel que soit le régime matrimonial adopté par les époux, ils sont solidairement responsables du paiement de l'impôt sur le revenu.

Toutefois, il y a des cas d'imposition distincte où l'absence de vie commune est requise, prévue par le CGI art 6-4. Ils concernent :

- Les époux séparés de biens et ne vivant pas sous le même toit ;
- Les époux en instance de séparation de corps ou de divorce qui ont été autorisés à avoir des résidences séparées ;
- Les époux qui disposent chacun de revenus distincts, en cas d'abandon du domicile conjugal par l'un ou l'autre des époux.

L'imposition par foyer consiste à cumuler, pour les soumettre à une imposition unique, l'ensemble des bénéfices et revenus de toutes catégories réalisé par le contribuable lui-même, ou lorsqu'il s'agit de personnes mariées par les deux époux, ainsi que par les enfants et autres personnes fiscalement considérées comme étant à leur charge.

Le montant de l'IR dû par chaque foyer fiscal est calculé en soumettant au barème progressif de l'IR le revenu net global imposable de celui-ci. Le revenu imposable étant un revenu familial le calcul doit prendre en compte la situation et les charges de familles du foyer fiscal. Ces charges ont pour effet de diminuer les facultés contributives du foyer fiscal. Ainsi le quotient familial a pour objet de proportionner le montant de l'IR de chaque foyer fiscal en fonction des charges familiale supportées.

Le droit fiscal a pris en compte l'évolution qui s'est produite au niveau du droit de la famille, notamment par la mise en place du PACS. C'est ainsi qu'apparaissent de nouvelles conséquences en matières fiscales notamment dans le calcul de parts du quotient familial. Ainsi le concept traditionnel de couple est élargi ; de ce fait il modifie les règles relatives à la constitution du foyer fiscale et en matière d'imposition commune.

Afin d'illustrer notre propos nous allons nous appuyé sur un cas pratique :

I) Les nouveaux couples au regard de l'IR

Sylvie et Eric se sont rencontrés en 2005. Ils décident de vivre ensemble de ce fait s'installe en 2006. Ils sont sans enfant à charge, Le revenu imposable d'Eric est de 15 000 euros et de Sylvie est de 36 000. Ils se posent la question s'ils peuvent être imposés ensemble étant donné qu'ils vivent ensemble ? et quel sera le montant d'impôt à payer au titre des revenus de 2005?

➤ Réponse :

La relation entre Sylvie et Eric est qualifiée juridiquement de concubinage.

Section 1 : Les concubins

Ainsi l'article 515-8 Code Civil le concubinage est « union de fait caractérisé par une vie commune présentant un caractère de stabilité et de continuité entre deux personnes de sexe différent ou de même sexe qui vivent en couple ».

A°) Les concubins sans enfants à charges.

D'après l'article 6-1 du CGI al 2 il apparaît que les personnes mariées sont soumises à une imposition commune, ainsi les personnes vivant sans être mariés doivent faire l'objet d'imposition distincte en matière d'IR même si elles sont regardées comme un ménage pour l'application d'autres législations.

En effet les concubins constituent deux foyers distincts.

En application de ce principe les concubins hétérosexuels et les concubins homosexuels non liés par un PACS sont imposables séparément à l'IR comme les célibataires, divorcés ou veufs sans enfant à charge.

La part du quotient familial pour chacun des concubins sans enfants à charge est de 1.

- **Ainsi pour Sylvie et Eric le montant de l'impôt à payer sera de :**
- *Pour l'année 2006 ils font l'objet d'une imposition séparée (car concubin), leur montant que qu'Eric à payé au titre de l'année 2005 839 euros et Stéphanie 5560 euros ; soit au total 6399 euros.*

Ils décident d'avoir un enfant et ils ont des triplés. Malheureusement suite à un licenciement économique Eric a perdu son emploi .De ce fait Sylvie supportent la charge exclusive des enfants

- Quelles sont les conséquences en matières d'imposition peuvent-ils être imposés ensemble ou pas sachant qu'ils ont eut trois enfants et que Sylvie assurent la charge exclusive et effective des besoins matériels des enfants ?

➤ **Réponse :**

B°) Les concubins avec des enfants.

Eric et Sylvie constituent toujours deux foyers fiscaux distincts.

Lorsque deux personnes vivent en couple, non maritalement, la personne qui assume la charge exclusif ou principale ouvrent droit à :

- une demie part pour chacun des deux premières personnes à charge
- une part entière pour chaque personne à charge à compter de la 3ème.

- Si Les trois enfants sont à la charge principale de Sylvie

- Quel est le montant des charges total ?

La réponse est : quotient de base : 1
Premier enfant : 0.5
Deuxième enfant : 0.5
Troisième : 1 part

} TOTAL : 3 PARTS POUR SYLVIE

Eric fera objet d'une imposition distincte et aura 1part.

L'année d'après ils décident de se pacsés, c'est-à-dire en 2007. Eric ayant retrouvé un travail. Ils se demandent s'ils vont être imposés ensemble ou séparément ? quels avantages vont-ils tirer du PACS ? quelles sont les formalités à accomplir au niveau de leurs impositions ?

➤ **Réponse :**

Section II : Les couples pacsés.

Article 515-1 CCIV « un pacte civil de solidarité est un contrat conclu par deux personnes physiques majeures de sexe différents ou de même sexe pour organiser leur vie commune »

Il n'est pas nécessaire pour conclure un PACS que les deux partenaires aient une relation de couple. (qu'est-ce qu'un couple au final ?)

Dans le principe, le PACS n'est pas sexué et peut s'appliquer à deux personnes désirant vivre ensemble et bénéficier de la protection du PACS sans pour autant constituer un couple.

A) Conséquence en matière de l'IR de la conclusion d'un PACS.

1°) Principe : l'imposition commune des pacsés est obligatoire.

L'article 6-1 du CGI précise que les pacsés font l'objet d'une imposition et non qu'ils puissent faire l'objet d'une telle imposition. Ainsi ce n'est pas une option mais une obligation.

Mais une autre exception est spécifique aux partenaires d'un PACS : pour bénéficier d'une imposition commune, le pacte ne doit pas être rompu l'année de sa souscription ou l'année suivante pour un motif autre que le mariage des partenaires ou le décès de l'un d'entre eux.

Quels sont les avantages : on va reprendre les mêmes chiffres

Sylvie et Eric sont concubins. Le revenu imposable d'Eric est de 15 000 euros et de Stéphanie est de 36 000.

Pour l'année 2006 ils font l'objet d'une imposition séparée (car concubin), leur montant que qu'Eric à payé au titre de l'année 2005 839 euros et Stéphanie 5560 euros. soit au total 6399 euros.

Trouvant que c'est trop important, il décide de se pacsés pour réaliser une économie d'impôt entre autre. Par le biais du régime du PACS, le montant de L'IR du par Stéphanie et Eric est de 4820 euros.

La conclusion d'un PACS permet de réaliser une économie d'impôt de 1579 euros (6399-4820).

En pratique, **l'économie d'impôt** sera faible si les deux partenaires ont des niveaux de revenus semblables. En revanche, elle pourra être très importante si les niveaux de revenus sont très différents au sein du couple.

Jusqu'à l'imposition des revenus de 2003 l'imposition commune des pacsés en matière d'IR était subordonnée à une condition de durée de PACS, les partenaires ne faisant l'objet d'une telle imposition qu'à compter de l'imposition des revenus de l'année du troisième anniversaire d'enregistrement de leur pacte. La loi du 30 décembre 2004 a été adoptée par la loi de finance pour 2005 a modifié les règles fiscales applicables aux partenaires liés par un PACS. L'imposition des revenus de 2004 la situation des Pacsé en matière d'IR est en principe calquée sur celle des personnes qui se marient, ils sont imposés de façon commune dès l'année de la conclusion de leur PACS.

Les formalités relatives aux déclarations :

Principe : l'année de conclusion de leur pacte les pacsés doivent souscrire trois déclarations annuelles de revenus :

- 2 déclarations distinctes faisant apparaître les revenus perçus par chacun des partenaires du 1 janvier jusqu'à la date d'enregistrement de leur pacte.
- une déclaration commune sur laquelle doivent figurer les revenus perçus par les partenaires de la date d'enregistrement de leur acte jusqu'à 31 décembre de la même année.

Existent- ils des exceptions en matière d'imposition comme pour les couples mariés ?

➤ **Réponse :**

2°) l'exception à l'imposition commune :

Le PACS est un contrat. **Les partenaires sont libres d'organiser comme bon leur semble leur vie commune.** Il est donc possible de faire exception à la règle de l'imposition commune. Certaines exceptions ne sont que l'adaptation de celles qui s'appliquent aux couples mariés.

Le régime des couples pacsés a été aligné sur celui des époux en matière d'imposition séparée.

Les pacsés peuvent être imposés distinctement s'ils se retrouvent dans un de ces cas là :

- Les pacsés sont séparés de biens et ne vivent pas sous le même toit. (PACS conclu après 2007)
- Pacsés séparés de fait et disposant de revenus distinct

On a vu que les personnes concluant un PACS n'était pas obligé d'être un couple, de ce fait ce contrat n'a-t-il pas été mis en place juste pour permettre à des personnes de payer moins d'impôts ?

Ce régime a été calqué en partie sur le mariage en matière fiscale, on va plus loin toujours pour permettre aux personnes d'effectuer une économie d'impôt ou d'en payer moins, en somme d'organiser leur vie commune !

Suite à des disputes constantes Sylvie et Eric décident de se séparer ! y aura-t-il des conséquences au niveau de leurs impositions ?

➤ Réponse :

B) Conséquence en matière d'IR de la rupture du PACS.

La rupture du PACS est sans incidence en matière d'IR font déjà l'objet d'imposition distincte.

- Hypothèse 1 : si les partenaires se séparent.

- 1) Soit le pacte prend fin à la cour de l'année civile de sa conclusion ou de l'année suivante chacun des partenaires fait l'objet d'imposition distincte au titre de l'année de conclusion et de celle de sa rupture. Chaque ex pacse souscrit une déclaration rectificative pour les revenus dont il a disposé au cours de l'année de souscription du pacte.
- 2) Si le pacte prend fin après le 31 décembre de l'année suivant celle de sa conclusion les partenaires sont soumis à une imposition commune jusqu'à la date de rupture de ce pacte.

Mais ils décident quand même de se marier ils se demandent quelles seront les conséquences relatifs à leur imposition ?

➤ **Réponse :**

- **Hypothèse 2 : si les partenaires se marient entre eux**

La rupture du pacte de coulant du mariage est sans incidence sur l'imposition des intéressés. L'année du mariage celles-ci font l'objet d'une imposition commune unique sans qu'il y ait lieu de distinguer les revenus perçus jusqu'à la date du mariage et ceux perçus à compter de cette date.

Toutefois, il faut distinguer deux cas :

- soit le mariage est la cause de la rupture du PACS ;
- soit il intervient après la rupture.

A) Lorsque le mariage est la cause de la rupture du PACS :

- la conclusion du PACS et le mariage des partenaires peuvent avoir lieu au cours de la même année civile. Les intéressés doivent alors souscrire 3 déclarations : deux déclarations distinctes sur lesquelles doivent figurer les revenus perçus par chacun du 1^{er} janvier jusqu'à la date d'enregistrement de leur PACS, et en principe une déclaration commune faisant apparaître les revenus perçus entre la date d'enregistrement du pacte et le 31 décembre de l'année au cours de laquelle cet enregistrement et leur mariage ont eu lieu. Mais les époux peuvent faire l'objet d'imposition distincte dès la date de leur mariage lorsqu'ils se marient sous le régime de la séparation des biens, sans vivre sous le même toit. Alors on aura deux déclarations distinctes au titre de la période allant du 1^{er} janvier à la date

d'enregistrement de leur pacte, une déclaration commune au titre de la période allant de la date d'enregistrement à celle de leur mariage, et deux déclarations distinctes à partir de la date de leur mariage au 31 décembre de la même année.

-lorsque deux personnes liées par un PACS se marient entre elles postérieurement à l'année civile de conclusion de leur pacte, ces personnes continuent en principe à faire l'objet d'imposition commune en matière d'IR. Leurs obligations déclaratives ne se trouvent donc pas modifiées. Mais les époux peuvent faire l'objet d'imposition distincte dès la date de leur mariage lorsqu'ils se marient sous le régime de la séparation des biens, sans vivre sous le même toit.

B) Lorsque les personnes antérieurement liées par un PACS se marient ensemble, trois cas de figure peuvent se rencontrer :

-si au cours de la même année civile, deux personnes concluent un PACS, puis le rompent avant de se marier, ils font l'objet d'imposition distincte au titre de la période allant du 1^{er} janvier de l'année en cause jusqu'à la date d'enregistrement de leur PACS, et d'une imposition commune au titre de la période allant de l'enregistrement de leur pacte au 31 décembre de l'année de rupture de celui-ci et de leur mariage. Mais les époux peuvent faire l'objet d'imposition distincte dès la date de leur mariage lorsqu'ils se marient sous le régime de la séparation des biens, sans vivre sous le même toit ;

- si deux personnes concluent un PACS au cours d'une année civile, puis rompent leur PACS et se marient en cours d'une autre année civile, ils font l'objet d'une imposition commune au titre de l'année de la rupture de leur pacte et de celle de leur mariage. Mais les époux peuvent faire l'objet d'imposition distincte dès la date de leur mariage lorsqu'ils se marient sous le régime de la séparation des biens, sans vivre sous le même toit ;

-si deux personnes concluent un PACS au cours d'une année civile rompent ce PACS en cours d'une année civile ultérieure avant de se marier l'année suivante, ils font l'objet d'une imposition commune au titre de l'année de rupture du pacte et celle de leur mariage. Cela entraîne une remise en cause de l'imposition distincte des partenaires à compter de la rupture de leur pacte. Les intéressés doivent procéder à la régularisation des déclarations des revenus effectués au titre de l'année de cette rupture. Mais si les époux sont séparés de biens et ne vivent pas sous le même toit

une imposition commune est établie au titre de l'année de rupture de leur pacte, et une imposition commune pour la période allant du 1^{er} janvier de l'année de leur mariage à la date de celui-ci, et deux imposition distincte de la date de leur mariage jusqu'au 1 décembre de l'année au cours de laquelle celui-ci a eu lieu.

Toutefois ils décident de repousser le mariage, Sylvie est inquiète car Eric a des problèmes de santé et dans le pire des cas 'c'est-à-dire le décès d'Eric ?

- Quelles seront les conséquences en matière d'imposition pour sylvie ?
- Est-ce qu'il y aura des conséquences en matière de dépôt dans les déclarations ?
- Reponse :

- Hypothèse 3 : si l'un des partenaires décède

En cas de décès de l'un des partenaires liés par un PACS, le survivant est personnellement imposable pour la période postérieure au décès.

Cela entraîne la souscription de deux déclarations annuelle de revenus :

- 1) La première déclaration fait apparaître les revenus perçu par les partenaires du 1^{er} janvier de l'année du décès jusqu'à la date de celui-ci ;
- 2) Et la seconde pour les revenus perçus par le partenaire survivant entre la date du décès et le 31 janvier de l'année au cours de laquelle celui-ci est revenu.

II) Les nouveaux couples au regard de l'ISF

Principe imposition par foyer : uniformisation en matière d'ISF

La fortune imposable est déterminée, globalement, au niveau de chaque foyer fiscal. Les biens appartenant à tous les membres du foyer fiscal sont donc cumulés pour être soumis à une imposition commune.

Au regard de l'ISF, le foyer fiscal diffère de [celui de l'IR](#). Il comprend :

- les couples mariés, vivant en concubinage ou "pacsés" (autrement dit, ayant conclu un PACS), ainsi que leurs [enfants mineurs à charge](#),
- les célibataires, divorcés, séparés ou veufs, avec ou sans enfant mineur à charge.

Les couples mariés quel que soit le régime matrimonial sont soumis à une imposition commune au titre de l'ISF sauf dans deux cas :

- 1) Lorsqu'ils sont séparés de biens et ne vivent pas sous le même toit
- 2) Lorsqu'ils sont en instance de divorce ou de séparation de corps ils ont été autorisés à avoir des domiciles séparés.

Le concubinage : les personnes vivant en concubinage notoire (relation stable et continue entre deux personnes de sexe différents ou de même sexe qui vivent en couple), sont elles aussi soumises à une imposition commune.

(Y compris les concubins homosexuels)

En vertu de l'article 885- A al 5 du CGI les mêmes règles s'appliquent à l'égard de personnes pacsées. L'imposition est commune dès le premier janvier suivant à la cour de laquelle à été enregistrée le pacte au greffe du TI. Il n'y a pas d'exceptions à l'imposition commune comme pour les couples mariés. Ils sont solidaires pour le paiement de l'ISF.

III) Les nouveaux couples à l'égard des impôts locaux.

Les partenaires d'un PACS font l'objet d'une imposition commune. Les règles d'assiette, de liquidation et de paiement des impôts directs locaux ainsi que celles concernant les déclarations et le contrôle sont celles applicables aux personnes mariées.

